



# Assemblée générale

Cinquantième session

Distr. Générale

25 mars 1996

Original : Anglais

## Point 135 de l'ordre du jour

### Financement de la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda

### Rapport du Secrétaire général

#### Additif

#### *Résumé*

Le présent document contient le rapport préliminaire sur la liquidation des avoirs de la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR). La valeur d'inventaire estimative des avoirs de la Mission était au 19 octobre 1995 d'environ 62,5 millions de dollars. La liquidation proposée de ces avoirs est conforme aux principes directeurs approuvés par l'Assemblée générale dans sa résolution A/49/233 A du 23 décembre 1994, compte tenu des circonstances exceptionnelles et de l'histoire récente du Rwanda.

Les mesures à prendre par l'Assemblée générale, qui sont exposées au paragraphe 11, consistent à prendre note du rapport préliminaire sur la liquidation des avoirs de la Mission et à approuver le don d'équipement non meurtrier au Gouvernement rwandais.



## Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction .....	1 - 4	3
II. Mandat politique .....	5	3
III. Rapport préliminaire sur la liquidation des avoirs de la Mission d'assistance des Nations Unies pour le Rwanda .....	6 - 10	4
IV. Mesures à prendre par l'Assemblée générale à sa cinquantième session .....	11	5

### *Annexe*

Liquidation des avoirs : état récapitulatif préliminaire (valeur d'origine) .....	6
---	---

## I. Introduction

1. Par sa résolution 1029 (1995) du 12 décembre 1995, le Conseil de sécurité a prorogé une dernière fois, jusqu'au 8 mars 1996, le mandat de la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR). Par la même résolution, le Conseil de sécurité a prié le Secrétaire général de commencer à établir des plans en vue du retrait complet de la MINUAR, celui-ci devant se faire dans les six semaines suivant l'expiration de son mandat, et d'envisager, compte tenu des règlements existants de l'Organisation des Nations Unies, la possibilité de transférer, à mesure que des éléments de la MINUAR se retireront, du matériel non meurtrier de la Mission qui serait utilisé au Rwanda.
2. Dans une lettre datée du 13 février 1996 adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité (S/1996/103), les membres du Conseil ont engagé vivement le Secrétaire général, compte tenu de la situation unique prévalant au Rwanda et de l'histoire récente de ce pays, à faire preuve de souplesse, tout en restant dans les limites des règles fixées par l'Assemblée générale, en réglant la question de la cession du matériel de la MINUAR.
3. La liquidation des avoirs des opérations de maintien de la paix est guidée par les propositions du Secrétaire général figurant dans son rapport du 25 mai 1994 (A/48/945 et Corr.1, par. 110) et les recommandations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires dans son rapport du 18 novembre 1994 (A/49/664, par. 116), approuvées par l'Assemblée générale à la section VII de sa résolution 49/233 A du 23 décembre 1994. Ces principes directeurs sont les suivants :
  - a) Le matériel en bon état qui répond aux normes établies ou est jugé compatible avec le matériel existant sera transféré à d'autres opérations des Nations Unies ailleurs dans le monde ou mis en réserve pour former l'équipement de départ de missions à venir;
  - b) Le matériel qui n'est pas utile pour d'autres missions de maintien de la paix mais qui peut servir à d'autres organismes des Nations Unies, des organisations internationales ou des organisations non gouvernementales et qu'il n'est pas possible de garder en réserve, sera vendu à l'institution ou à l'organisation intéressée;
  - c) Tout matériel ou bien qui n'est plus nécessaire, qui ne peut être cédé de la manière susmentionnée ou qui est en mauvais état sera vendu dans le pays même, conformément aux règles et procédures normales des Nations Unies;
  - d) Tout bien restant après la liquidation des avoirs selon les méthodes visées aux alinéas a) à c) ci-dessus, et/ou tout équipement qui a déjà été installé dans le pays et dont le démantèlement entraverait le processus de relèvement, sera remis au gouvernement dûment reconnu dudit pays. On entend par là notamment les installations et le matériel d'aéroport, les ponts et le matériel de déminage.
4. Le Comité consultatif, après avoir examiné les propositions du Secrétaire général, a recommandé, à propos de l'alinéa d) du paragraphe 3 ci-dessus, de tenir compte des considérations suivantes : a) il faut tout faire pour obtenir du Gouvernement qu'il accepte de dédommager l'ONU sous une forme mutuellement acceptable (contributions, services, exonération fiscale, etc.) de la valeur résiduelle du matériel en surplus installé sur place et dont on ne peut rien faire d'autre; b) l'Assemblée générale devrait par principe être invitée à approuver toute opération de liquidation de ce genre qui reviendrait à fournir gratuitement une contribution au gouvernement.

## II. Mandat politique

5. Par sa résolution 1050 (1996) du 8 mars 1996, le Conseil de sécurité a souligné qu'il tenait à ce que l'Organisation des Nations Unies continue de jouer un rôle actif en aidant le Gouvernement rwandais dans l'action qu'il menait pour faciliter le retour des réfugiés, pour instaurer durablement un climat de confiance et de stabilité et pour promouvoir le relèvement et la reconstruction du Rwanda. Le Conseil

engageait aussi le Secrétaire général, agissant avec l'assentiment du Gouvernement rwandais, à maintenir au Rwanda un bureau des Nations Unies qui serait placé sous la direction de son Représentant spécial et comprendrait le système de communications et la station de radiodiffusion des Nations Unies existants, en vue d'appuyer les efforts faits par le Gouvernement rwandais pour promouvoir la réconciliation nationale, renforcer l'appareil judiciaire, faciliter le retour des réfugiés et remettre en état l'infrastructure du pays, ainsi que de coordonner l'action menée par les Nations Unies à cette fin.

### **III. Rapport préliminaire sur la liquidation des avoirs de la Mission d'assistance des Nations Unies pour le Rwanda**

6. Au 19 octobre 1995, sur la base de la valeur initiale de l'ensemble des avoirs de la MINUAR, à l'exclusion des frais de transport et d'installation, la valeur totale estimative des avoirs était d'environ 62,5 millions de dollars. Ces avoirs ont été classés en quatre groupes, comme indiqué dans l'annexe au présent rapport, selon les principes énoncés au paragraphe 3 ci-dessus et compte tenu du rapport coût-utilité de leur enlèvement de la zone de la mission. En outre, les avoirs ont été classés en neuf grandes catégories : matériel d'hébergement, matériel de transport aérien, matériel de transmissions, matériel de déminage, matériel informatique, matériel de bureau, matériel de transport et véhicules, autre matériel et groupes électrogènes. La répartition proposée des avoirs n'est que provisoire.
7. Le groupe I comprend 65,6 % de l'ensemble des avoirs, avec une valeur d'inventaire d'environ 41 millions de dollars. Il est prévu de transférer ces avoirs sans frais à d'autres opérations de maintien de la paix (UNAVEM, ONURC, FINUL, MONUIK, MINUHA, MONUL), à des bureaux des Nations Unies (Siège de l'ONU, MINUGUA, Tribunal international pour le Rwanda, bureaux des Nations Unies au Burundi et au Rwanda, Commission d'enquête internationale au Burundi) ou à la base logistique des Nations Unies à Brindisi aux fins d'entreposage en attendant une utilisation future. Font partie de ce groupe le matériel de télécommunications et la station de radiodiffusion mentionnée dans la résolution 1050 (1996) du Conseil de sécurité, qui doivent rester au Rwanda sous la garde des Nations Unies. Des avoirs de ce groupe, d'une valeur estimative de 19,8 millions de dollars, ont déjà été transférés à d'autres opérations.
8. Le groupe II se compose d'avoirs d'une valeur d'inventaire d'environ 6,2 millions de dollars et représentant 10 % de la valeur totale des avoirs de la MINUAR. Il a été prévu de les transférer gratuitement au programme extrabudgétaire exécuté par les bureaux, programmes et organismes des Nations Unies présents au Rwanda (PNUE, UNESCO, PNUD, HCR, opérations hors siège concernant les droits de l'homme au Rwanda et au Burundi, Groupe des dispositifs d'urgence et de l'aide humanitaire). Des avoirs de ce groupe représentant une valeur d'inventaire de 1,8 million de dollars ont déjà été transférés.
9. Le groupe III concerne les avoirs non meurtriers estimés à quelque 9,2 millions de dollars (soit 14,7 % de la valeur totale des avoirs de la MINUAR) qui sont destinés à être donnés au Gouvernement rwandais.
10. Les avoirs du groupe IV, qui n'ont plus de durée de vie utile, et dont la valeur est d'environ 6,1 millions de dollars, seront mis à la disposition du Gouvernement rwandais. Il s'agit d'articles qui ont été passés par pertes et profits du fait d'accidents et de dégâts provoqués par des causes naturelles et des faits de guerre, d'abandons à cause de la situation passée en matière de sécurité au Rwanda et de pertes pour vol.

#### **IV. Mesures à prendre par l'Assemblée générale à sa cinquantième session**

11. Les mesures à prendre par l'Assemblée générale à sa cinquantième session à propos du financement de la MINUAR sont les suivantes :
  - a) Prendre note du rapport préliminaire sur la liquidation des avoirs de la Mission d'assistance des Nations Unies pour le Rwanda;
  - b) Approuver le don de matériel non meurtrier au Gouvernement rwandais.

# Annexe

## Liquidation des avoirs : état récapitulatif préliminaire (valeur d'origine)

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de matériel	Groupe I. Transfert à titre gratuit à d'autres opérations de maintien de la paix et à des bureaux des Nations Unies				Groupe II. Transfert à titre onéreux à des bureaux des Nations Unies à l'intérieur de la zone de la mission				Groupe III. Don au Gouvernement rwandais		Groupe IV. Profits et pertes	
	Déjà réparti	Réparation proposée	Total partiel	Pourcentage du total	Déjà réparti	Réparation proposée	Total partiel	Pourcentage du total	Pourcentage du total	Total	Pourcentage du total	Total général
1. Matériel d'hébergement	5 338,0	191,0	5 529,0	35,0	1 184,3	2 154,1	3 338,3	21,1	5 355,9	33,9	1 579,5	10,0 15 802,7
2. Matériel de transport aérien	—	—	—	—	5,4	86,1	91,6	100,0	—	—	—	91,6
3. Matériel de transmissions	1 510,8	6 225,1	7 735,9	91,9	259,4	31,5	290,9	3,5	173,8	2,1	220,4	2,6 8 421,0
4. Matériel de déminage	—	73,6	73,6	100,0	—	—	—	—	—	—	—	73,6
5. Matériel informatique	48,0	973,9	1 021,9	56,3	20,4	154,9	175,3	9,7	399,3	22,0	219,7	12,1 1 816,2
6. Groupes électrogènes	51,3	882,6	934,0	33,1	313,8	145,5	459,3	16,3	1 152,8	40,9	273,2	9,7 2 819,3
7. Matériel de bureau	3,2	321,5	324,7	42,6	12,7	138,8	151,5	19,9	195,6	25,6	90,9	11,9 762,8
8. Autre matériel	269,9	4 909,5	5 179,3	97,6	1,0	15,0	16,0	0,3	54,0	1,0	59,9	1,1 5 309,2
9. Matériel de transport et véhicules	12 611,0	7 578,9	20 189,9	73,7	34,2	1 673,4	1 707,6	6,2	1 861,1	6,8	3 645,7	13,3 27 404,3
<b>Total partiel</b>	<b>19 832,2</b>	<b>21 156,1</b>	<b>40 988,3</b>	<b>65,6</b>	<b>1 831,3</b>	<b>4 399,2</b>	<b>6 230,4</b>	<b>10,0</b>	<b>9 192,5</b>	<b>14,7</b>	<b>6 089,3</b>	<b>9,7 62 500,6</b>

## Graphique Répartition des avoirs de la MINUAR

